



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-38
Séance du 29 août 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf août à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Deyrat, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Filipe Serra, Alexis Viala
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Théo Briane pouvoir à M. François Petit, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Brigitte Torrandell, M. Joel Salgues pouvoir à M. Michel Pérez

Absents excusés : M. Sylvain Castellon, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Didier Huber

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Bérard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 14

Procurations : 5

Absents : 2

Votants : 19

Date de convocation et affichage

23 août 2024, affichage le 26 août 2024

Objet : Modification du règlement intérieur du complexe sportif

M. le maire donne la parole à M. Aldon, conseiller municipal, délégué aux sports et aux associations, qui présente la modification du règlement intérieur du complexe sportif.

Mr Aldon rappelle que le règlement intérieur du complexe sportif définit l'accès et les conditions d'utilisation du complexe sportif de la ville de Lavérune pour la sécurité, l'hygiène et la santé des personnes, afin d'assurer un fonctionnement conforme aux lois et règlements en vigueur.

Mr Aldon indique que le précédent règlement intérieur datant du 1^{er} septembre 2011 doit être renouvelé en raison de l'intégration de nouvelles infrastructures, de la rénovation de sol du gymnase et pour se mettre en conformité avec la réglementation relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives.

Mr Aldon souligne, qu'il convient dans ce nouveau règlement intérieur de préciser les conditions de mise à disposition et les consignes d'utilisation (sécurité, hygiène, respect des installations, etc.), notamment sur l'encadrement des groupes de mineurs.

Entendu l'exposé de M. Frédéric Aldon, après discussion et sur proposition de M. le maire, le conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve le nouveau règlement intérieur du complexe sportif annexé à la délibération,
- Donne pouvoir à M. le maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'application de ce règlement intérieur,
- Abroge toutes dispositions antérieures à celles de la présente.

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 29 août 2024.

Roger Caizergues
Maire



Frédérique Bérard
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application Informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.10.2



Envoyé en préfecture le 02/09/2024

Reçu en préfecture le 02/09/2024

Publié le

ID : 034-213401342-20240902-D_2024_38-DE

SLO

REGLEMENT INTERIEUR RELATIF A L'UTILISATION DU COMPLEXE SPORTIF DE LA VILLE DE LAVERUNE

Vu la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives modifiée par la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2212-1 et suivants ;

Considérant que la ville de Laverune, propriétaire, met à dispositions des associations, des groupes scolaires et des accueils d'enfants et de jeunes des installations strictement réservées à la pratique du sport ;

Considérant que le matériel des associations est subventionné, tout ou en partie par la commune de Laverune ;

Considérant que le respect des installations, du matériel nécessite le rappel de quelques règles élémentaires de discipline, d'hygiène et de sécurité ;

Titre I : Généralités

Article 1 : Utilisateurs

Seuls les associations Laverunoises, établissements scolaires, la maison de l'enfance « l'ostal dels pichons », la maison de l'enfance jeunesse « la clé des champs », l'espace jeune, le RPE Vène et Mosson ou tout groupe et/ou entreprise ayant obtenu une autorisation peuvent avoir accès aux terrains, aux gymnases et salles sportives municipales.

L'accès est accordé après signature d'une convention entre la commune et l'utilisateur, relative à l'utilisation des équipements sportifs et des locaux.

L'utilisation des installations sportives est interdite aux particuliers. Seuls, les promenades, les terrains en herbe et l'aire de jeu pour enfant sont autorisés aux particuliers, durant les horaires d'ouverture du complexe. Une espace de découverte sportive (city-parc, terrain de basket, terrain de tennis) est accessible à tous, en dehors des compétitions organisées par les associations. Les tribunes (terrain de sports et salle omnisport) seront ouvertes aux spectateurs lors des rencontres officielles.

Article 2 : Jours et horaires d'ouverture

Le complexe sportif est ouvert de 8h00 à 22h00 du lundi au dimanche. Les salles d'activités et les terrains de sports sont ouverts en fonction du planning établi annuellement. Des dérogations d'ouverture et horaires peuvent avoir lieu exceptionnellement lors de compétitions ou des manifestations après demandes écrites et accord formel du maire. Il en sera de même pour les jours fériés.

Période de fermeture : l'accès aux salles et aux terrains de sport est fermé du 14 juillet au 15 août et la semaine entre le jour de Noël et le jour de l'An.

Ces horaires d'ouverture peuvent être modifiés en fonction des conditions climatiques, des manifestations organisées par la ville. Dans ce cas, les responsables des groupes habituellement utilisateurs seront informés.

Article 3 : La surveillance des installations est confiée à des agents municipaux qui signale tout manquement au maire au présent règlement. La police municipale concourt également à la surveillance de ce complexe.

Les usagers devront impérativement respecter ce règlement, en particulier concernant les horaires de fermeture et les consignes données par les agents municipaux.

Titre II : Utilisation « ordinaire » du complexe (entraînement et compétitions)

Article 4 : Affectation des locaux et plateaux sportifs

L'utilisation des locaux et plateaux sportifs est gratuite pour les associations et payante (sur délibération du conseil municipal) pour les entreprises ou comités sociaux et économiques.

- Créneaux hebdomadaires

Les demandes de créneaux hebdomadaires pendant l'année scolaire doivent être adressées par mail à l'accueil de la mairie entre le 1er et le 31 mai pour la saison de septembre à juin. La commune informe les différents utilisateurs des attributions des créneaux fin juin, après validation du planning annuel. Les créneaux pourront être affinés début septembre.

- Créneaux de compétitions

Les demandes de créneaux de compétitions doivent être faites dès le début de la saison. Ils seront attribués par ordre d'arrivée (date du mail faisant foi). Cependant, des accords seront possibles entre les associations afin que chacun puisse pratiquer ses compétitions dans les meilleures conditions. Les demandes de créneaux pour compétition primeront sur les demandes de créneaux d'entraînement.

Les plannings sont consultables sur <http://grr.laverune.eu/login.php> (Login : visiteur, MdP : visiteur). Les utilisateurs devront impérativement respecter les plannings précités, sauf dérogation expresse accordée par l' élu délégué aux sports. Aucun transfert du droit d'utilisation des installations sportives à d'autres personnes physiques ou morales n'est autorisé sans autorisation de la commune.

- Période de petites vacances et fin d'été :

Lors des périodes de petites vacances, un planning spécifique est établi avec les associations souhaitant mettre en place des stages sportifs (la priorité est donnée aux stages bénéficiant aux enfants). Ces dernières doivent en faire la demande 4 semaines avant le début des vacances.

Article 5 : Encadrement des activités sportives

Aucun équipement sportif ne pourra être utilisé sans la présence d'un encadrant (ou référent), bénévole ou professionnel, désigné par le président de l'association ou le responsable du groupe. Les associations utilisatrices du complexe sportif, devront faire connaître l'identité par écrit début septembre du ou des responsables de chaque entraînement.

- Encadrement bénévole :

Toute personne non diplômée est habilitée à encadrer une activité sportive si elle ne perçoit pas de rémunération et si l'encadrement de la pratique sportive en question n'est pas soumis à une législation particulière. Ces bénévoles sont indispensables à la vie associative et ils exercent sous la responsabilité du président de l'association

- Encadrement professionnel :

Toute personne qui, contre rémunération, enseigne, anime ou encadre une activité physique et sportive ou entraîne ses pratiquants à titre principal ou secondaire, de façon habituelle, saisonnière ou occasionnelle doit :

- Déclarer son activité au service décentralisé en charge des sports (la Direction départementale de la cohésion sociale) de son principal lieu d'activité ;
- Être titulaire d'un diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification garantissant sa compétence en matière de sécurité des pratiquants et des tiers dans l'activité considérée, et enregistré au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) ;
- Avoir en sa possession une carte professionnelle validée.

Article 6 : Responsabilités liées à l'encadrement des activités sportives

Une activité encadrée ne peut démarrer sans la présence du référent (personne majeure). Cela peut être un enseignant pour les écoles, un éducateur pour les associations, ou tout responsable de groupe. L'encadrement doit assurer la conduite de l'activité sportive en veillant au respect des règles sportives, de sécurité et à une certaine déontologie. Les encadrants doivent faire preuve de respect et de solidarité envers les sportifs, les agents d'accueil, les spectateurs, etc.

Les activités sportives organisées par les associations ou clubs se déroulent sous la responsabilité des référents, bénévoles ou professionnels, qu'ils ont désignés. Les animateurs ou éducateurs sportifs doivent s'assurer de l'encadrement de leurs jeunes sportifs, particulièrement des mineurs, avant, pendant et après leurs séances, jusqu'à la reconduite des enfants aux représentants légaux. Ils ont également la charge de l'accueil des parents pour les associations qu'ils représentent.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales ci-dessous, du numéro de téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières, et devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

Avant chaque séance, le responsable doit constater l'état des lieux. Si un problème particulier existe, il devra en informer immédiatement les services municipaux ou astreinte de la police municipale. Après chaque séance, le responsable doit vérifier :

- 1- l'état des vestiaires et des douches,
- 2- qu'aucun détritit ne jonche le sol,
- 3- que le matériel est convenablement rangé,
- 4- que toutes les portes, portails et portes de secours sont closes et libres d'accès,
- 5- qu'aucune personne ne demeure dans les locaux,
- 6- que l'ensemble des luminaires sont éteints.

Chaque utilisateur devra prévoir une marge suffisante à la fin de son créneau horaire pour permettre à son groupe de faire les rangements nécessaires et d'accéder aux vestiaires (douche et habillage) sans avoir à empiéter sur le créneau suivant, 10 minutes étant le minimum recommandé.

Article 7 : Utilisation du matériel sportif entreposé dans les installations sportives

- Matériel appartenant à la commune

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport sont assurés par l'utilisateur, sous la responsabilité du responsable de groupe. Celui-ci doit avoir étudié les caractéristiques techniques de fonctionnement du matériel. Avant toute utilisation, il doit s'assurer du bon fonctionnement des équipements et matériels mis à disposition. En cas de dysfonctionnement, il doit en avvertir immédiatement la commune. Le matériel mis à disposition d'une association ne doit en aucun cas sortir de l'établissement.

- Matériel appartenant aux utilisateurs

Des espaces de rangement sont attribués aux associations. L'utilisation, l'entretien et le contrôle des équipements et matériel entreposés dans le complexe sportif et appartenant aux utilisateurs s'effectuent sous leur responsabilité. Ils doivent être homologués et vérifier régulièrement.

Article 8 : Tenue, hygiène, respect du matériel et d'autrui

Il est interdit de pénétrer en état d'ivresse ou en tenue incorrecte. La pratique des activités doit se faire en tenue sportive (short et tee-shirt), le torse nu étant interdit. Les chiens (à l'exception des chiens d'aveugle) ou tous autres animaux, sont interdits à l'intérieur du complexe sportif (bâtiments et extérieurs).

La publication des photographies des usagers et des locaux, ne pourra se faire sans accord préalable des personnes concernées (conformément aux articles 226-1 ; 226-2 ; 226-8 du Code Pénal).

Il est rappelé qu'il est strictement interdit de fumer, de boire de l'alcool, d'absorber des drogues dans les enceintes des établissements publics.

Les installations devront être utilisées de manière à garantir le respect du matériel : les utilisateurs devront notamment évoluer avec des chaussures propres et adaptées aux pratiques sportives concernées et différentes de celles avec lesquelles ils sont entrés dans l'équipement.

De même, il leur est interdit de frapper les balles et les ballons sur les structures non prévues à cet effet (murs, plafonds...) de façon intentionnelle.

Seuls les produits autorisés par les fédérations et permettant également un nettoyage facile devront être utilisés (colle pour le handball, talc pour la gym...). Une attention devra être apportée sur le fait que les mains (utilisateurs des salles de sports) et les chaussures (utilisateurs des terrains de sports) ne devront pas être essuyées contre les murs et les sols.

Les installations devront être utilisées de manière à ne pas troubler d'une manière quelconque l'ordre public et notamment, il est rappelé qu'il est interdit de se tenir debout sur les sièges, d'enjamber les balustrades, de cracher, de lancer des projectiles, etc.

Les vestiaires et sanitaires : Il est demandé à chacun de respecter les règles élémentaires de vie en collectivité telles que ramasser et / ou mettre dans les poubelles prévues à cet effet, les bouteilles d'eau, papiers et autres détritits.

Article 9 : Violences

Aucune violence physique ou verbale ne sera tolérée dans l'enceinte sportive.

D'une manière plus générale, tout utilisateur devra adopter un comportement ne posant aucun danger pour l'équipement, et aux règles élémentaires d'hygiène et de sécurité. Le non-respect de ces règles à titre individuel est passible de verbalisation

Nuisances sonores : Les utilisateurs doivent respecter les riverains. Aucun tapage (coup de klaxon, injures, verbe haut, musique.) ne sera accepté.

Titre III Utilisation extraordinaire : manifestation

Article 10 : Autorisation

Les organisateurs de manifestations sportives, s'engagent à solliciter auprès des administrations et organismes habilités toutes autorisations exigées par les textes en vigueur.

Une autorisation devra être demandée également au service des sports à l'attention du maire ou de l'élu délégué aux sports et à la vie associative, 2 mois avant la manifestation.

La tenue de manifestations le samedi implique une coordination efficace du service des sports mais également d'une information des associations entre elles. Il est recommandé de définir dès la rentrée de septembre les manifestations à venir.

Article 11 : Mise en place d'une buvette

Pour les compétitions officielles ou manifestations, la municipalité autorise, sur demande écrite et sous la responsabilité de l'association, par transfert de débit de boisson permanent de catégorie 1, la mise en place d'une buvette.

art. L.3321-1 - titre II - Chapitre 1er - Code de la Santé Publique - p. 37570 : boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2°, limonades, infusions, lait, café, thé, chocolat, etc....

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés. L'utilisation d'appareils destinés à la confection ou réchauffage de nourriture est absolument INTERDITE à l'intérieur des installations sportives couvertes.

La consommation de nourriture et de boissons est strictement interdite dans les salles de sports. L'organisateur de la manifestation et l'exploitant de la buvette sont tenus de faire respecter cette interdiction et d'évacuer les déchets et les détritrus dans les récipients prévus à cet effet.

Les repas ou « pot de l'amitié » de l'après match devront se faire dans un autre lieu que le complexe sportif. Une salle pourra être demandée à l'accueil de la mairie à cet effet. En cas de manquement, la commune se réserve la possibilité de faire intervenir une société de nettoyage au frais de l'association (ou reprise sur subvention).

Article 12 : Publicité, affichage

La publicité permanente est interdite sans autorisation dans les enceintes sportives et aux abords immédiats de celles-ci. Cette demande d'autorisation doit être déposée auprès du service urbanisme. La publicité temporaire à l'intérieur sera autorisée pendant les compétitions officielles, dans le respect des limites apportées par la loi Evin et sans atteinte au respect des bonnes mœurs. Des panneaux pourront être mis à disposition sur demande.

Article 13 : Sécurité

Il ne pourra être vendu ou distribué un nombre de billets supérieur à celui des places contenues dans la salle et autorisé par la Commission de Sécurité.

Les responsables locaux devront s'assurer de l'application du présent règlement par les équipes opposées lors des diverses compétitions, du contrôle des entrées et sorties des participants, ainsi que du respect des règles de sécurité.

Le maire se réserve le droit d'interdire une manifestation même annoncée au public en cas de vice constaté dans les dispositifs et conditions de sécurité.

La mise en place des équipements et matériels spéciaux est effectuée par des personnes compétentes après accord préalable et en tout état de cause, sous la surveillance de l'administration communale.

Article 14 : Accueil du public

Le public est autorisé à utiliser uniquement les voies d'accès aux emplacements qui lui sont réservés (tribunes, chaises), le revêtement des salles est strictement interdit aux chaussures de ville.

Tous les véhicules utiliseront les parkings, aucun véhicule à l'exception de ceux de secours ou services ne pénètre dans l'enceinte des installations, sauf autorisation dans le cadre d'une installation spéciale. Les participants et les organisateurs devront veiller à ce que les issues et accès de secours soient libres.

Les organisateurs sont priés de veiller à ce que tous les participants quittent les lieux à la fin de la manifestation. Ils sont, en outre, invités à remettre la structure dans l'état « initial » dès le départ des participants, et vérifier que les lumières soient éteintes et les arrivées d'eau (lavabos, douches...) soient fermées.

Titre IV : Sanctions – Responsabilités

Article 15 : Contrôle et sanction

La commune, ou toute autre personne mandatée par elle, conserve en permanence un droit d'accès et de libre circulation à l'intérieur des salles afin de contrôler l'utilisation qui en est faite

Les heures réservées doivent être utilisées de façon régulière, avec un nombre minimal d'utilisateur. En cas de non-utilisation constatée plusieurs fois consécutives par les gardiens municipaux ou l'adjoint au maire délégué aux sports, le créneau pourra être accordé à un autre utilisateur.

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Les responsables de groupes ou les professeurs des écoles sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

Les infractions au présent règlement seront constatées et poursuivies conformément aux lois en vigueur. Tout contrevenant sera sanctionné et devra s'acquitter de la contravention.

En cas de manquement collectif constaté dans l'application de ce règlement, l'association mise en cause s'exposera en fonction de la gravité et/ou de la récurrence de l'infraction aux sanctions suivantes :

- Avertissement oral et/ou écrit,
- Avertissement écrit avec suspension temporaire du droit d'utilisation de la salle,
- Suspension définitive du droit d'utilisation de la salle.

Article 16 : Responsabilités

La ville de Lavérune est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation non conforme à la réglementation en vigueur des installations.

Les associations devront fournir avant le 30 septembre de chaque année une photocopie de l'attestation d'assurance couvrant :

1. Les éventuels dommages par la pratique de leur activité,
2. Leurs responsabilités en tant qu'utilisateur de locaux
3. Leurs matériels stockés

Article 17 : Date exécutoire et publicité

Le présent règlement sera exécutoire après sa publication en mairie.
Il sera aussi affiché aux entrées du complexe sportif.

Article 18 : Exécution du présent règlement :

Monsieur le directeur général des services de la ville de Lavérune,
Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Saint Georges d'Orques,
Monsieur le chef de la police municipale,
Les agents municipaux autorisés,
Sont chargés chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent règlement.

Fait à Lavérune, le 1^{er} aout 2024

Roger CAIZERGUES

Maire de Lavérune